

Migrants: les réticences françaises

Selon une étude menée dans sept pays d'Europe, les Français sont parmi les plus frileux face aux réfugiés

Le diagnostic est posé de manière détaillée et précise: parmi les pays d'Europe occidentale, la France s'illustre par sa frilosité vis-à-vis de l'accueil des migrants, alors que les arrivées récentes et importantes ne la concernent pas au premier chef. Tel est le principal enseignement d'une vaste enquête menée par l'institut de sondage IFOP dans sept pays européens - France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Pays-Bas et Danemark - pour le compte de la Fondation Jean-Jaurès et de la Fondation européenne d'études progressistes, et dont *Le Monde* publie les résultats.

Les Français sont les moins nombreux (54 %, autant que les Britanniques) à considérer que « c'est le devoir de notre pays que d'accueillir des migrants qui fuient la guerre et la misère ». Ils sont 67 % en Espagne, 68 % en Italie et jusqu'à 79 % en Allemagne, pays qui apparaît tout au long de l'étude particulièrement ouvert à l'accueil, même si un mouvement de repli y est nettement perceptible entre la fin septembre et la mi-octobre, dates des deux vagues d'enquêtes menées par l'IFOP.

Solution de long terme

Un autre indicateur illustre encore plus fortement cette frilosité française. Les sondés français sont les seuls à préconiser, comme première solution à la crise actuelle, un renforcement des contrôles aux frontières (30 %), alors que dans l'ensemble des pays étudiés, les opinions plébiscitent plutôt « l'aide au développement et à la stabilisation des pays du sud de la Méditerranée afin de fixer les populations sur place ». La Fondation Jean-Jaurès note d'ailleurs que « bien que la crise des migrants et son traitement médiatique ont essentiellement été placés sous le signe de l'urgence, c'est une solution de long terme que les Européens, dans leur majorité, perçoivent comme étant la plus efficace ».

Les opinions européennes sont en revanche beaucoup plus divisées sur la question d'une répartition des migrants entre les différents pays de l'Union. Cette solution, adoptée à Bruxelles au mois de septembre pour un premier contingent de 160 000 demandeurs d'asile, n'est acceptée que par 48 % des Néerlandais, 46 % des Français et 44 % des Britanniques. De façon guère surprenante, l'Allemagne, premier objectif des réfugiés en Europe, et l'Italie, première porte d'entrée dans l'UE avec la Grèce, plébiscitent cette

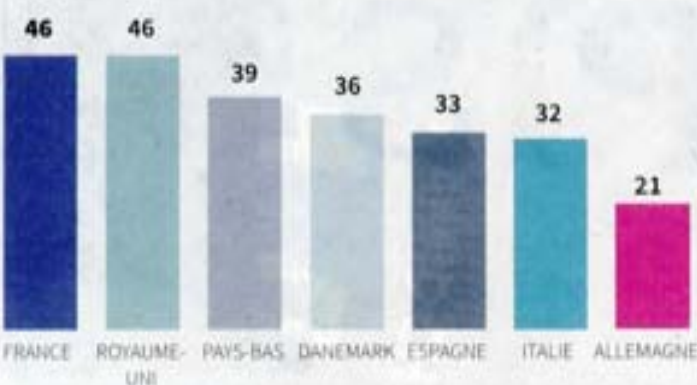
option à respectivement 79 % et 77 %. Allemands (86 %) et Italiens (69 %) sont aussi de loin les plus nombreux à considérer que leur pays accueille davantage de migrants que les autres pays membres. Ils sont 31 % en France.

La position française peut apparaître paradoxale, dans le sens où les Français sont parmi les plus nombreux (60 %) à considérer que les migrants arrivés ces der-

Les Français sont les seuls à préconiser, comme première solution, un renforcement des contrôles aux frontières

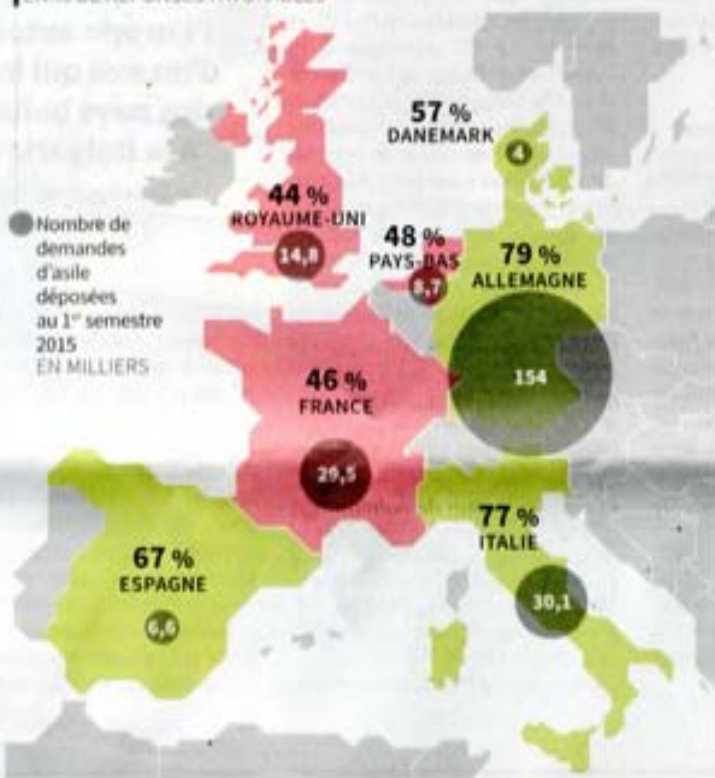
En Europe, des opinions publiques divisées

« C'est le devoir de notre pays que d'accueillir des migrants qui fuient la guerre et la misère »
% DE RÉPONSES NÉGATIVES

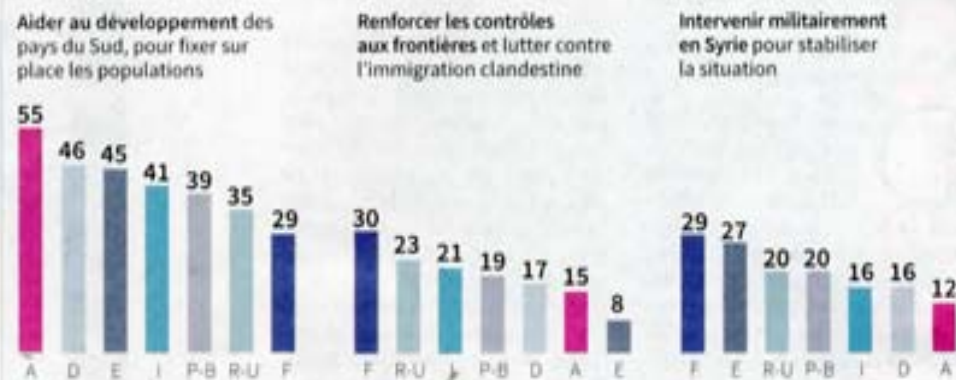


Etes-vous favorable ou opposé à ce que les migrants qui arrivent sur les côtes européennes soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que votre pays en accueille une partie ?

EN % DE RÉPONSES FAVORABLES



Depuis des mois, des migrants arrivent par dizaines de milliers sur les côtes européennes. Selon vous, quelle action devraient entreprendre les pays de l'Union européenne, en priorité ?
% DE RÉPONSES POSITIVES



« Notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère, et accueillir des immigrants supplémentaires n'est pas possible »
EN %



« Notre pays a les moyens économiques et financiers d'accueillir des migrants »
EN %



SOURCE : IFOP, « LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS », ENQUÊTE RÉALISÉE DANS SEPT PAYS EUROPÉENS, DU 16 AU 22 SEPTEMBRE 2015

niers mois en Europe sont « plutôt des demandeurs d'asile qui fuient la guerre ou les persécutions ». Ils se placent sur le sujet en deuxième position derrière l'Espagne (71 %), alors qu'une majorité d'Italiens ou de Néerlandais considèrent ces migrants comme des « migrants économiques qui viennent chercher des conditions de vie meilleures en Europe ».

Mais, pour la Fondation Jean-

Jaurès, c'est moins un impératif moral qui détermine les positionnements vis-à-vis de l'accueil que des considérations économiques. Tous les pays, hormis l'Allemagne, doutent de leur capacité financière à accueillir les migrants et sont sceptiques sur les bénéfices d'un tel accueil en termes de croissance économique. 78 % des Italiens, 73 % des Français et 64 % des Espagnols estiment que leur

pays n'a pas les ressources pour accueillir des migrants, contre 31 % des Allemands. Ceux-ci sont également 55 % à voir dans l'accueil des migrants une « opportunité » pour l'économie, contre 25 % des Français.

En France, en Italie, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, six sondés sur dix sont d'accord avec l'idée selon laquelle « notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers